

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article1275>

# De l'espionnage à grande échelle

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : dimanche 25 décembre 2005

---

Spyworld Actu

---

La quantité d'écoutes électroniques effectuées sans mandat judiciaire par l'Agence nationale de sécurité (NSA) serait bien plus importante que ce qui a été reconnu jusqu'ici par la Maison-Blanche.

Selon de nouvelles informations recueillies par le New York Times auprès de hauts responsables du gouvernement, la NSA aurait obtenu la coopération de grandes sociétés de télécommunications pour accéder tant aux communications domestiques qu'internationales.

Plusieurs de ces sources affirment que des hauts fonctionnaires du gouvernement se seraient rendus en personne au siège de ces sociétés pour solliciter ces accès privilégiés.

Le 17 décembre dernier, réagissant à de précédentes révélations du New York Times, le président George W. Bush admettait avoir autorisé, sans l'aval de l'appareil judiciaire, l'espionnage des communications internationales, par téléphone ou Internet, de personnes « connues pour leurs liens avec Al-Qaïda. »

Mais selon plusieurs personnes interrogées par le quotidien new-yorkais, les recherches effectuées par la NSA ont bel et bien dépassé ce cadre, avec la complicité des grands de la télécommunication.

Les appels en provenance et à destination de l'Afghanistan auraient fait l'objet d'une attention toute particulière de la NSA, alors que des appels effectués entre pays étrangers auraient été interceptés grâce à ces sociétés.

L'administration Bush navigue en eaux troubles depuis les révélations du New York Times du 16 décembre dernier selon lesquelles la NSA a espionné depuis 2002 des milliers de conversations de citoyens américains, avec l'aval de la Maison-Blanche.

Une loi de 1978, « le Foreign Intelligence Surveillance Act », exige que le gouvernement sollicite un mandat de la justice pour procéder à ce genre d'écoutes de ressortissants américains sur le sol américain. Plusieurs sénateurs, des républicains comme des démocrates, demandent une enquête du Congrès sur la légalité de ces écoutes.

*Post-scriptum :*

<http://radio-canada.ca/nouvelles/ln...>